

**SANTÉ** Démographie médicale

## Un nouveau médecin signe pour la Lozère

**2018** se termine en beauté avec la quatrième signature de l'année pour le Conseil départemental de la Lozère qui vient de recruter un nouveau futur médecin en la personne de Grégoire Maillé.

Comme Romane Arnal, Evelyne Wertz et Jean-Baptiste Ernouf avant lui, Grégoire Maillé s'est engagé à venir en Lozère pour y exercer pendant cinq ans minimum dès la fin de ses études en signant une convention d'engagement avec la présidente du Département Sophie Pantel. C'était le 27 décembre dernier à l'Hôtel du Département à Mende.

Grégoire Maillé qui est actuellement en dernière année d'Internat de médecine générale à Montpellier a fait le choix de s'installer en Lozère, plus précisément à La Canourgue.

Il a bénéficié d'une bourse de stage du Département entre novembre 2017 et avril 2018 et a été conquis par l'exercice en milieu rural. L'accueil qui lui a été réservé à la MSP de La Canourgue et les possibilités d'exercice mixtes sur le secteur ont définitivement orienté son choix d'installation sur cette zone. Le Conseil départemental se mobilise activement en faveur de l'installation de médecins généralistes et de tout autre professionnel de santé avec l'appui du Comité Démographie médicale (médecins, chirurgiens-dentistes, kinésithérapeutes, infirmières, pharmaciens,



l'Hôpital Lozère, l'ARS, l'ALUMPS et des représentants du secteur sanitaire et médico-social). « Statistiquement, en comparaison avec d'autres territoires, la Lozère n'est pas trop mal en terme de démographie médicale, explique Sophie Pantel, présidente du Conseil départemental, mais il nous faudrait encore recruter au moins 5 médecins de plus pour être assurés de pouvoir remplacer tous nos généralistes qui partiront à la retraite à court terme. Idem pour tous les autres secteurs du médico-social qui sont en tension :

Pôle emploi Lozère totalise actuellement 260 offres d'emploi non pourvues dans le secteur de la santé. C'est pour cela que nous avons organisé un Lozère Dating au début du mois. Cette session d'accueil a permis de mettre en contact une quinzaine de personnes venues de Montpellier, d'Albi, de Toulouse ou de Nice avec des recruteurs du secteur. Avec le réseau Accueil Lozère Nouvelle Vie, nous travaillons sur leur projet professionnel et sur leur projet de vie qu'ils agissent de logistique ou d'accompagnement ».

### Transports

#### Intervention de l'Association des Élus pour la Défense du Cévenol auprès de la Ministre en charge des transports

On nous communique : "Par lettre en date du 21 décembre dernier, après avoir rappelé la volonté encore récemment affirmée du Gouvernement de s'engager en faveur des petites lignes ferroviaires complémentaires du réseau structurant "essentielles au lien social et territorial", Guy Malavai, président de l'association des Élus pour la Défense du Cévenol, mandaté par le CA du 20 décembre dernier à l'unanimité, vient d'alerter Elisabeth Borne, Ministre en charge des Transports, sur la gravité de la situation constatée sur la ligne des Cévennes, de Clermont-Ferrand à Nîmes. Alors même qu'un accord vient d'être acté entre l'Etat et la Région Occitanie pour le "Cévenol", jusqu'en 2022 au moins, dans la partie sud de cette ligne, de sérieuses menaces pèsent, à très court terme, sur la pérennité de l'infrastructure, et donc des circulations, sur ce même axe ferroviaire dans la partie nord, en région Auvergne-Rhône-Alpes (de Saint-Georges d'Aurac à Langogne) : d'où la demande d'aide, en urgence, au Gouvernement pour que, dès 2019, soient prises les mesures indispensables pour assurer, sur la totalité de la ligne des Cévennes, de Clermont-Ferrand à Nîmes, section Saint-Georges d'Aurac/Langogne comprise, la continuité des services en 2020 et la programmation, à temps, des travaux d'infrastructure nécessaires au maintien des circulations sur la totalité de cette ligne au-delà de 2020. Comme cela a été fait en 2008, avec le "Plan Rail Auvergne" ! En effet, sur cet axe, il n'y a pas d'alternative valable au train, du fait des caractéristiques du relief mais aussi du climat, comme le reconnaissent et le soulignent tous les rapports rendus ces dernières années, tant pour le transport des voyageurs que du fret. Sans oublier les enjeux environnementaux, dont l'opinion ne comprendrait pas qu'ils ne soient toujours pas pris en compte dans de vraies analyses multicritères. Et sans oublier non plus les attentes sociales fortes en matière de mobilités dans les régions concernées, telles que le prochain grand débat national ne va pas manquer de faire remonter d'ici au 15 mars prochain".

**TOURISME** L'UMIH en assemblée générale à La Canourgue

## Des échanges constructifs

*Chic Affaires*  
Nous allons vous faire plaisir !

**LIQUIDATION TOTALE**

AVANT  
CHANGEMENT

**30%**